

20 TUÉS ET 13 ARRÊTÉS DEPUIS LE DÉBUT DU MOIS SACRÉ

Ramadhan meurtrier pour les terroristes

Entamée avec un ratissage qui a permis de retrouver les dépouilles de deux des terroristes éliminés dans la forêt d'Errich, limitrophe de la ville de Bouira, lors de l'opération menée à la mi-mai dernière, la dernière semaine du mois de juin aura été aussi active que les précédentes pour les militaires de plusieurs secteurs opérationnels aussi bien au sud qu'au nord du pays.

Une dernière semaine du mois de juin, qui coïncide avec les ultimes jours d'un mois de Ramadan marqué cette année par la maîtrise totale des services de sécurité, l'ANP en tête, d'une situation sécuritaire dont la tendance observée depuis quatre ou cinq ans dénotait déjà l'amincissement des facultés de mouvement et de nuisance des groupuscules terroristes notamment dans leurs territoires de prédilection, le triangle constitué des wilayas de Tizi-Ouzou, Bouira et Boumerdès, et les contrées du

grand sud du pays notamment les localités situées près des frontières sud-est où l'armée a conduit de retentissantes opérations depuis le début de cette année, lorsque ce n'était pas des incursions qui étaient tentées, c'était des quantités d'armes, parfois hallucinantes, que les détachements de l'armée, particulièrement affectés à la surveillance des frontières, mettaient la main. A certains, il pourrait paraître loin le temps où, à la veille du mois de Ramadhan, les pires craintes étaient ouvertement émises, et des

plans de sécurisation mis en branle un peu partout pour contrer toute velléité de tentative des groupes terroristes encore en activité. Mais la réalité de la donne, que confortent d'ailleurs toutes les opérations de ces derniers mois, fait que l'heure est toujours à l'alerte, les groupes terroristes frappant parfois à des moments totalement inattendus, comme cela a été le cas l'année dernière, lorsqu'après un mois de Ramadan totalement maîtrisé, une embuscade avait fait une douzaine de victimes parmi les éléments d'un détachement dans la région d'Ain Defla. Eu égard aussi bien à l'instabilité ayant cours chez nos voisins au Sud et à l'est du pays que les tentatives de résurrection de ces fameux «résidus» des groupes bien de chez nous sous une nouvelle appellation

ou bannière, ce mois de Ramadan finissant, la vigilance était de mise mais dans la continuité de ces mois qui se sont écoulés, comme l'illustre cette opération conduite nord de Médéa qui, moins d'une semaine après le début du Ramadan. Une opération qui, au bout de dix jours, a finalement permis l'élimination de dix-huit terroristes et la capture de quatre autres, auxquels sont venus s'ajouter deux autres que des éléments de l'ANP ont abattus près de la localité de Taza, à l'Ouest de Jijel, pour boucler la première semaine d'un mois sacré totalement maîtrisé donc. Si l'on doit se fier aux communiqués mis en ligne par le ministère de la Défense nationale, lors de ce mois de Ramadan vraiment pas comme les autres, ce sont 20 terroristes qui ont été abattus et 13 arrê-

tés respectivement entre Médéa, El-Oued, Sidi-Bel-Abbès, Jijel et Illizi. Des statistiques qui disent tout de ce dernier mois qui a, en fait, été dans la parfaite lignée des 5 premiers de cette année 2016 qui ont vu l'ANP éliminer 73 terroristes entre le début janvier et la fin mai dernier, selon un bilan rendu public la semaine dernière par la revue *El-Djeich*. Si l'on doit inclure les premiers jours du mois de juin, lorsque les militaires ont éliminé près d'El-Eulma les huit terroristes embarqués dans un véhicule utilitaire filé à travers plusieurs localités de l'Est, et les deux dépouilles de terroristes découvertes dans la forêt d'Errich, à Bouira, c'est une trentaine de terroristes que les éléments de l'ANP ont éliminés durant ce mois de juin. **M. Azedine**

SITUATION SÉCURITAIRE

Deux familles de deux terroristes se rendent à Jijel

Deux familles de deux terroristes se sont rendues jeudi à Djimar, près de la localité de Bouhalouane, commune de Bordj T'har, dans la wilaya de Jijel, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, deux familles de deux terroristes se sont rendues le 30 juin 2016 à 22h dans la localité de Djimar, près de la localité de Bouhalouane, commune de Bordj T'har, wilaya de Jijel/5^e RM, où un détachement de l'ANP a mené, dans l'après-midi d'hier, une opération de ratissage qui s'est soldée par l'accrochage avec le terroriste dénommé G. Mohamed Saïd dit Saâd, à l'issue duquel, sa femme et son bébé ont été touchés», précise la même source.

Les deux familles sont composées de deux femmes et de neuf enfants, cinq filles et quatre garçons. «La première famille est composée d'une femme et de ses 4 enfants.

Elle était l'épouse de deux terroristes B. Djamel et M. Abdelkader abattus précédemment par les éléments de l'ANP, respectivement en 2008 et 2014, et a 2 enfants activant parmi les groupes terroristes», a ajouté le communiqué, soulignant

que cette femme a exhorté ses deux enfants «à revenir au droit chemin et abandonner l'activité terroriste». «La deuxième famille est composée

d'une femme et de ses 5 enfants, mariée avec le terroriste G. Yazid dénommé El-Mouthana.» «Ces deux familles, et notamment les enfants vivaient sous le joug des terroristes en tant qu'otages, et dans des conditions inhumaines, dépourvus de leurs droits élémentaires», selon la même source, qui a souligné

qu'«une fois approchés par les éléments du détachement de l'ANP, ils ont saisi l'occasion et se sont rendus, afin de ne plus subir l'exploitation et la violence imposées par les terroristes». «Ces résultats interviennent après les opérations menées par les détachements de l'ANP, en étroite

coordination avec les différents services de sécurité et l'exploitation efficiente de renseignements», ajoute la même source qui précise que «ces deux familles sont actuellement prises en charge par les services sociaux compétents et se trouvent dans de bonnes conditions». **APS**

MOHAMED AISSA À PARTIR DE BOUIRA :

«Seul l'islam authentique de nos aïeux pourra assurer l'unité de notre pays»

Venu à Bouira pour inaugurer certaines nouvelles mosquées, le ministre des Affaires religieuses et des Waqfs, Mohamed Aïssa, a choisi la nouvelle mosquée de M'chedallah, l'une des plus grandes à l'échelle de la wilaya avec 3 500 places et baptisée du nom d'un des érudits de la région, Mokrane M'chedalli, ancêtre des M'chedallis qui a vécu au douzième siècle, pour parler au niveau de ce bastion de la résistance et qui a toujours été hostile au pouvoir en place, de l'unité du pays et des dangers qui le guettent de toutes parts.

Ainsi, le ministre évoquera les multiples tentatives de déstabilisation du pays tant par les différentes sectes et autres dogmes importés d'Orient et qui rêvent de diviser le pays. A cela s'ajoutent bien sûr les visées de cer-

taines parties du pays qu'il, sans les nommer, fustigera en se référant à la guerre de Libération nationale dont l'islam a été le socle qui avait unifié le peuple. Bien entendu pendant tout le discours, et même si l'ombre du MAK

planait avec ses visées indépendantistes et la promotion de la langue amazighe dans toute sa dimension, le pouvoir, à travers le ministre Mohamed Aïssa ainsi que quelques fonctionnaires de l'administration, a encore une fois ignoré le volet tamazight dans ce fief de l'amazighité, en se basant uniquement sur la religion pour évoquer la nécessité de consolider et défendre l'unité de la nation. Une maladresse de plus même si cela a été fait à l'intérieur de la maison de Dieu par ceux-là mêmes qui considèrent la langue arabe comme la seule qui doit être utilisée mais qui ne fait que renforcer les rangs du MAK. Le ministre dira que la religion telle que pratiquée par nos ancêtres était celle

qui avait assuré l'unité de notre peuple durant la guerre de Libération et c'est cet islam-là qui doit prévaloir toujours pour consolider notre unité. Une unité faite d'avance et sciemment dans l'exclusion, traduite par l'absence totale de tamazight durant la cérémonie que le ministre a présidée pour la remise des diplômes aux meilleurs récitateurs du Coran, ensuite par l'installation d'un imam qui ne connaît pas un mot en tamazight et que beaucoup de fidèles rencontrés à l'extérieur de cette mosquée, ce vendredi après la prière de vendredi à laquelle le ministre a assisté, regrettent tant ils ne comprennent pas beaucoup l'arabe surtout durant les dourouss. **Y. Y.**

SOLVABILITÉ DES ENTREPRISES

L'Algérie, pays à haut risque selon la Coface

Dans sa dernière note d'évaluation du risque des entreprises, l'assureur-crédit français Coface a dégradé l'économie algérienne qui a vu sa note baisser passant de B (risque assez élevé) à C (risque élevé). La Coface a expliqué cette dégradation par la forte dépendance du pays aux hydrocarbures, le ralentissement de la croissance en raison de la baisse des dépenses publiques en 2016 et la faiblesse des flux des IDE n'excédant pas 1% du PIB. En effet, l'Algérie réalise la quasi-totalité de ses recettes en devises grâce aux exportations des hydrocarbures et finance son budget de la fiscalité pétrolière ce qui n'est pas une nouveauté dans l'analyse du risque. Mais, l'assureur français a conjugué l'amenuisement des recettes des exportations, dû à la dégringolade des prix du pétrole et au manque d'attractivité du pays pour les investissements directs étrangers, pour baisser la note de l'Algérie. Il l'a déjà fait en janvier où la note de l'Algérie est passée de A4 (risque convenable) à B. Il convient de noter que cet organisme français évalue pour le compte des entreprises françaises la solvabilité de leurs clients en France et dans le monde. Spécialisée dans l'assurance-crédit qui couvre les entreprises contre le risque de défaillance de leurs clients auxquels elles accordent des délais de paiement, la Coface met ainsi les entreprises algériennes importatrices dans l'embarras. La dégradation de la note de l'Algérie pourrait amener les fournisseurs des importateurs algériens à réduire les délais de paiement qu'ils leur accordent habituellement, voire exiger un paiement à l'avance. **L. H.**

ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

«Il y a de l'exagération dans la consommation», selon le DG de l'APRUE

Pour le directeur général de l'Agence de promotion et de rationalisation de l'utilisation de l'énergie (Aprue), la surconsommation de l'énergie électrique en Algérie est le résultat d'un coût «bon marché».

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - La culture de l'étiquetage des équipements électriques n'est pas encore ancrée dans les mœurs du consommateur algérien. «L'étiquetage permet d'informer le consommateur mais malheureusement, le design, le prix et la marque des appareils continuent à être les critères d'acquisition par les consommateurs algériens qui optent pour des équipements qui sont probablement énergivores», déplore Mohamed Bouzriba. Intervenant jeudi dernier sur les ondes de la Radio Chaîne 3, il précise que l'Aprue a institué uniquement l'étiquetage pour les équipements qui représentent «un enjeu pour la maîtrise de l'énergie», à savoir les

réfrigérateurs, congélateurs, climatiseurs et l'éclairage. Le reste des appareils électriques ne le sont pas à ce jour et ce, malgré les besoins des ménages algériens qui ne cessent d'évoluer. «Hélas, poursuit-il, nous ne contrôlons pas ces équipements importés par rapport à cette dimension stratégique et relativement nouvelle». Selon lui, la «faiblesse» consiste, aujourd'hui, en l'absence d'un laboratoire pour crédibiliser l'étiquetage. Il estime que disposer d'un laboratoire reste indispensable d'autant qu'il s'agit d'une prérogative du ministère du Commerce. Un dispositif, poursuit-il, qui devrait être accompagné par la mise en place d'un «performantiel» afin d'éliminer du marché national tous les équipements les plus énergivores. «Il faudrait aller au-delà de cet étiquetage pour introduire des normes qui nous permettraient d'assainir le marché afin que nous ne soyons pas un réceptacle des équipements énergivores. Un exercice que nous allons justement entreprendre en étroite collaboration avec les fabricants», dit-il.

Le directeur général de l'Aprue affirme, à cet effet, qu'un ménage consomme 2 500 kW/h d'énergie électrique par an. Une consommation qu'il qualifie, d'ailleurs, d'«importante» due, selon lui, au gaspillage. «Quand le prix de l'énergie est trop bas, la tendance est au gaspillage. Il y a de l'exagération dans la consommation», explique-t-il. S'agissant des industriels, grands consommateurs de l'énergie électrique, l'invité de la radio rappelle que le coup d'envoi de l'amendement de la loi sur la maîtrise de l'énergie a été donné. Selon lui, il est question de rendre cette loi «plus pertinente» par rapport à plusieurs aspects dont les audits. «Nous allons, d'abord, proposer de diminuer le seuil d'assujettissement de deux mille tonnes équivalent pétrole à mille tonnes équivalent pétrole. Il faudrait que les industriels s'engagent à mettre en œuvre les recommandations des audits énergétiques faute de quoi, ils auraient à payer une amende», détaille-t-il. **Ry. N.**